

En marge de l'inauguration :

Le contexte politique

Le ministre des Finances, Georges Cochery, face aux « adversaires de la République »

L'accroissement du budget militaire et le déficit public

« Dimanche, M. Cochery a prononcé un discours qu'il faut méditer et retenir.

Le ministre des Finances, en effet a répondu avec une loyauté victorieuse aux réactionnaires qui mènent campagne contre la République, ses hommes et ses œuvres, parce que notre budget est en déficit de 200 millions.

[...]

Et tout d'abord, puisque c'est la réaction qui mène tapage, M. Cochery a commencé à rappeler les embarras financiers de la monarchie et de l'empire qui furent loin de le céder à ceux de la République ; puis il a établi que le déficit actuel résulte : 1° de l'accroissement des charges de la défense nationale qui ont augmenté de 237 millions, 184 pour la guerre et 53 pour la marine ; 2° des dépenses occasionnées par l'application de la loi d'assistance aux vieillards. C'est, on le voit, plus de 280 millions qu'il faut se procurer. M. Cochery en a trouvé 80. Il en manque encore 200. »

Extraits d'un article d'E. Robenne du 4 octobre 1909 publié dans La Dépêche, repris dans Le Républicain du dimanche du 3 octobre 1909.

La défense d'une République sociale et l'impôt sur le revenu

« Les trois discours prononcés hier à Blois par M. Cochery, répondent bien aux préoccupations présentes du parti républicain. Le sympathique ministre des Finances a parlé en un langage magnifique, du culte de la Patrie et de la République [...] »

Ce qu'il a dit des besoins, des devoirs et des aspirations de la démocratie nouvelle mérite surtout d'être retenu. A la veille de la rentrée des Chambres et quelques mois seulement avant les élections législatives, ces déclarations peuvent exercer une influence considérable sur l'orientation générale du parti républicain dans le pays.

Jusqu'à présent, tous les membres du gouvernement ont affirmé les principes de la solidarité sociale [...]

C'est la pensée même du peuple.

Si le peuple veut la République, s'il la place au-dessus de toutes les autres formes de gouvernement, c'est parce que -suivant lui- ce régime est le seul capable, en établissant l'ordre, d'assurer plus de justice et de liberté.

[...]

De tous ces droits, celui qui est le plus universellement réclamé, c'est le droit au travail ; c'est aussi le droit au bien-être.

Ces droits, après le président du Conseil et avec les autres membres du gouvernement, M. Cochery les affirme. Il reconnaît comme eux que les progrès industriels ont actuellement pour effet de détraquer le mécanisme économique et que cet état de chose a pour conséquence les crises inévitables qui bouleversent la production.

[...]

Sur la question fiscale, le ministre des Finances a développé tout un programme ; il a été d'une netteté et d'une précision qui ne permettront plus aux adversaires de l'impôt sur le revenu de prétendre que le nouveau cabinet se désintéresse de cette question et renonce à faire voter le projet de M. Caillaux. »

Extraits d'un article de Ad. Farjat parut dans Le Progrès du Loiret le 3 octobre 1909, repris dans Le Républicain du Dimanche du 3 octobre 1909.

Un contexte encore marqué par les luttes de la loi de séparation des églises et de l'Etat de 1905

« On n'avait parlé que de la Patrie aimée de tous, du drapeau qui devait abriter sous ses plis tous les Français sans exception, et M. Pichery [député maire de Romorantin] n'a rien trouvé de mieux que de ressasser le péril clérical, les hobereaux plus ou moins moyen-âgeux, les serfs, la fièvre, les marais de Sologne, et je ne sais quoi encore.

Il a certainement perdu deux occasions : la première, de ne pas faire le voyage de Blois, la seconde de se taire.

Quelqu'un me disait en sortant du banquet : c'est vrai que c'est bête, mais que voulez-vous, c'est la campagne électorale qui commence... »

Le Républicain du Dimanche du 3 Octobre 1909.